



# UE-MEXIQUE

Tout le pouvoir aux... investisseurs?!

- ✓ Cartes complètes
- ✓ Graphiques
- ✓ Explications



ÉTATS-UNIS

MEXIQUE

Golfe du Mexique

CUBA

JAMAÏQUE

BELIZE

GUATEMALA

HONDURAS

EL SALVADOR

NICARAGUA

COSTA RICA

PANAMA

OCÉAN PACIFIQUE





ISLANDE

Océan  
Atlantique  
Nord

NORVÈGE

SUÈDE

FINLANDE

ESTONIE

LETTONIE

LITUANIE

DANEMARK

Mer Baltique

ROYAUME-UNI

IRLANDE

PAYS-BAS

ALLEMAGNE

POLOGNE

BELGIQUE

LUX.

TCHÈQUE

SLOVAQUIE

FRANCE

SUISSE

AUTRICHE

HONGRIE

ROUMANIE

PORTUGAL

ESPAGNE

ITALIE

ESLOV.

CROACIA

BOS-HER.

SERBIE

BULGARIE

MONT.

KOS.

ALB.

GRÈCE

MALTE

CHYPRE

Mer Méditerranée

0

1000

2000 KM

## Bon à savoir

Le 28 avril 2020, au milieu de la pandémie de Covid-19, le commissaire du commerce de l'époque, Phil Hogan, a annoncé la conclusion des négociations sur l'Accord révisé de libre-échange entre le Mexique et l'Union européenne (Accord commercial UE-Mexique), Accord qui existe depuis 2000.

Depuis, cet Accord fait l'objet d'un examen juridique formel et est en cours de traduction dans les langues officielles de l'UE.

Par la suite, il devra être ratifié par le Conseil de l'UE et par le Parlement européen, ainsi que par le gouvernement et la Chambre des députés mexicains. Les parlements nationaux des États membres de l'UE doivent également approuver les nouvelles réglementations, au moins celles du chapitre d'investissement, avant son entrée en vigueur.

## L'Accord global

en vigueur depuis 2000

est constitué

d'une partie commerciale

et d'un Accord sur le  
dialogue politique et la  
coopération

depuis 2016  
Processus de révision

depuis mai 2020  
Examen juridique formel

prévu en 2021  
**Début du processus de ratification**



# UE-MEXIQUE

Tout le pouvoir aux... investisseurs?!

PowerShift

[www.power-shift.de](http://www.power-shift.de)



# Imprimer

## Éditeur

PowerShift – Association pour une économie mondiale et énergétique écologique et solidaire. Loi 1901/BNL

Greifswalder Str. 4, 10405, Berlin

Tel.: +49 30 42805479

Web: <https://power-shift.de>

E-Mail: [info@power-shift.de](mailto:info@power-shift.de)

## Co-éditeurs

Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs

ATTAC Deutschland

ATTAC France

ATTAC Österreich

Brot für die Welt

Coalition Stop CETA – EU-Mercosur

Forschungs- und Dokumentationszentrum Chile-Lateinamerika

Forum Umwelt und Entwicklung

France Amérique Latine

Initiative Mexiko

Institute for Policy Studies

México vía Berlín

Misereor

Naturfreunde / Amis de la nature

Transnational Institute

## Autrices

Bettina Müller, Nelly Grotefendt

## Rédaction

Nico Beckert, Alessa Hartmann, Laura Carro-Klingholz

## Traduction en français

Laura Carro-Klingholz

## Révision

Hélène Cabioc'h, Colette Casado, Nicolas Roux

## Design

Chris Freeman / [conductdesign.com](http://conductdesign.com)

Berlin, Février 2021

## Responsable selon la loi sur la presse

PowerShift e.V. – <https://power-shift.de>

[peter.fuchs@power-shift.de](mailto:peter.fuchs@power-shift.de)

# Contenu

- 4** Rien que des coûts ...
- 6** Les fausses promesses de libre-échange
- 9** La nouveauté de cet Accord
- 10** Des barrières tarifaires? Abandonnées!
- 12** A propos de l'UPOV91, des pesticides et des profiteurs
- 14** Vente aux enchères de services publics d'intérêt général
- 16** Droits spéciaux pour les investisseurs
- 18** Manque de protections pour le climat, l'environnement ou les normes du travail
- 20** Aucune avancée : la clause des droits humains
- 22** Pas comme cela !
- 24** Sources

# Rien que des coûts ...

Vingt ans après l'entrée en vigueur de l'Accord UE-Mexique, les espoirs du Mexique ne se sont pas réalisés, bien que les échanges entre l'UE et le Mexique aient augmenté de 148% depuis 2000. Les exportations ne se sont pas diversifiées et les conditions de vie de la population locale ne se sont pas améliorées.



## LE MEXIQUE

deuxième partenaire commercial de l'UE en Amérique latine

### PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

machines et pièces de machines, matériel de transport, matières premières minérales, instruments optiques et photographiques

Seulement 5% de toutes les exportations mexicaines sont allées vers l'UE en 2019, 80% vers les États-Unis. Un tiers de toutes les exportations mexicaines vers l'UE sont destinées à l'Allemagne.

## Le Mexique hier et aujourd'hui

	Après l'entrée en vigueur	Dernière mise à jour
Chômage	3,2% (2006)	3,5% (2019)
Sous-emploi	5,9% (2006)	7,8% (2019)
Travail du secteur informel	58,9% (2006)	56,2% (2019)
Personnes sous le seuil de pauvreté	54,7 millions / 49% (2008)	61,1 millions / 48,8% (2018)

### L'UNION EUROPÉENNE

troisième partenaire commercial du Mexique

#### PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

Machines et pièces de machines, matériel de transport, produits chimiques, métaux industriels.



#### Bon à savoir

Le Mexique a un déficit commercial chronique avec l'UE.

**2019** : 13,3 mrd. € \*      **2018** : 14,0 mrd. €      ... etc.

\* avec un volume commercial total de 61,8 milliards d'euros

# Les fausses promesses de libre-échange

À l'issue des négociations le 28 avril 2020, le Commissaire européen au commerce de l'époque, Phil Hogan, a annoncé :

**«Cet accord, une fois en vigueur, aidera à la fois l'UE et le Mexique à soutenir leurs économies respectives et à stimuler l'emploi.»**

Toujours avec le même discours sur le bien-être, les partisans des accords commerciaux néolibéraux continuent d'essayer d'en louer les bienfaits. Mais l'Accord UE-Mexique en particulier montre clairement la fragilité de ce discours : l'Accord initial avec le Mexique, en vigueur depuis 20 ans, n'a pas conduit à une amélioration notable du bien-être, ni à un impact positif sur la soutenabilité de l'UE (2019) pour l'Accord révisé.

Les résultats sont plutôt ceux-ci : ►



	UE	Mexiko
<b>Emploi</b> (jusqu'en 2028)	+ 30.000 principalement dans le secteur laitier et dans l'industrie chimique	+ 90.000 principalement dans l'industrie automobile et dans le secteur des services
<b>Perte d'emploi</b>	Non quantifié, principalement dans la production de machines et dans l'industrie de transformation	Non quantifié, principalement dans le secteur laitier et dans l'industrie chimique
<b>Augmentation de l'emploi</b> (jusqu'en 2028)	30.000 = + 0,013% à 225.700.000 employés dans l'UE (2019)	90.000 = + 0,16% à 56.000.000 employés au Mexique (2019)
<b>Changement de salaire</b> (meilleur scénario jusqu'en 2028)	+ 0,1% (main-d'œuvre non qualifiée) + 0,09% (main-d'œuvre qualifiée)	+ 0,53% (main-d'œuvre non qualifiée) + 0,74% (main-d'œuvre qualifiée)

## Bon à savoir

Contrairement aux affirmations de Phil Hogan, l'emploi n'est pas stimulé par cet Accord; des emplois pourraient même avoir été perdus. Pour l'UE, en ce qui concerne la soutenabilité, il n'y a pas de chiffres, il n'est donc pas possible de faire une estimation finale à cet égard. A noter une lettre ouverte de 192 économistes qui critiquent le modèle de calcul utilisé pour estimer l'impact sur la soutenabilité qui tend à embellir les chiffres, car il n'inclut pas du tout certaines variables dans le calcul. En ce sens, même l'estimation de la petite création d'emploi dans certaines zones n'est pas fiable.



# La nouveauté de cet Accord

Avec l'Accord de 2000, les échanges entre l'UE et le Mexique ont déjà été largement libéralisés. Toutefois, l'Accord révisé va encore plus loin dans la réduction des barrières tarifaires. Mais en réalité, les principales nouveautés concernent les barrières commerciales non tarifaires, comme par exemple l'accès aux marchés publics ainsi que le chapitre investissement qui permet de poursuivre les États devant un tribunal arbitral.

Réduction des barrières tarifaires sur des produits agricoles

Introduction d'un chapitre sur l'investissement

Protection de 340 produits européens par indications géographiques d'origine

## UE-MEXIQUE 2.0

Ouverture de l'embauche dans le public

Il oblige le Mexique à adhérer à l'UPOV<sup>91\*</sup>

Chapitre de soutenabilité et Chapitre anti-corruption

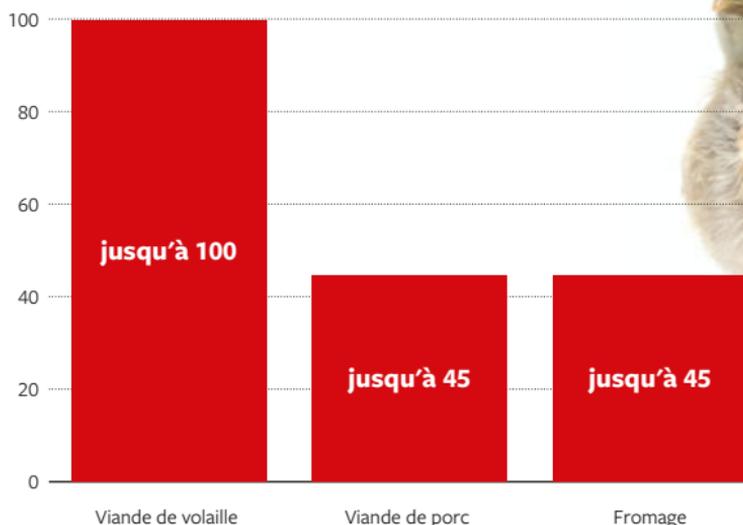
\* Union internationale pour la protection des obtentions végétales

# Des barrières tarifaires? Abandonnées!

99% de tous les produits échangés entre l'UE et le Mexique bénéficieront d'une franchise de droits de douane avec l'entrée en vigueur de l'Accord révisé.

Avec l'accord, les barrières tarifaires sur d'autres produits agricoles entre l'UE et le Mexique sont également supprimées. Pour le Mexique en particulier, cela signifie un déficit énorme dans certains domaines.

**Droits de douane mexicains actuels sur les importations de l'UE**  
*en pourcentage de la valeur des marchandises*



La réduction tarifaire sur les produits européens signifie **100 millions d'euros de pertes pour le Trésor mexicain**. Avec cet argent, le nouveau programme budgétaire 2020 pourrait être financé pour promouvoir le secteur agricole et la pêche au Mexique pendant environ 3 ans.

**i** L'estimation de l'impact de l'UE sur la soutenabilité a calculé une augmentation massive du commerce de certains produits agricoles.

### Augmentation des exportations agricoles

#### Mexique vers l'UE

**Jusqu'à 32,5%**

Augmentation attendue des exportations mexicaines vers l'UE (total)

**Riz** 998%

**Viande\*** 848%

**Sucre** 450%

#### l'UE vers le Mexique

**Jusqu'à 75%**

Augmentation prévue des exportations agricoles européennes vers le Mexique (total)

**Produits laitiers** 462%

**Boeuf** 660%

**Sucre** 1245%

\*sauf boeuf



# A propos de l'UPOV91, des pesticides et des profiteurs

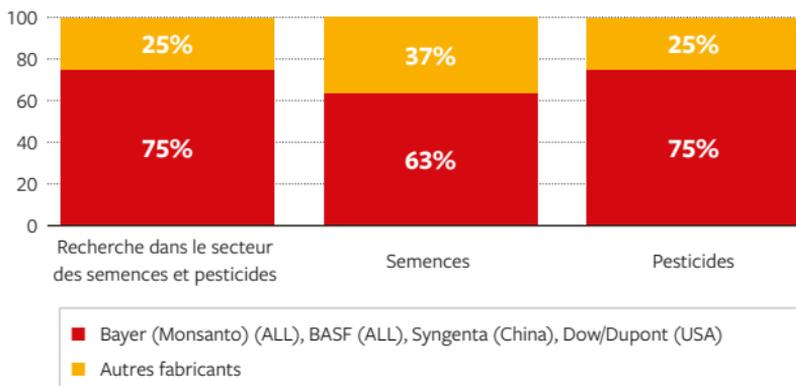
Avec la signature de l'Accord révisé UE-Mexique, le Mexique s'engage à adhérer à la dernière convention de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) de 1991. Cela permet de faire avancer la privatisation des semences et met en danger les structures des petits agriculteurs. Elle renforce aussi le pouvoir des fabricants européens de semences et de pesticides et pourrait accroître encore leur prépondérance sur le marché. Aujourd'hui encore, des pesticides non autorisés dans l'UE sont exportés vers le Mexique. Un problème qui pourrait par la suite s'aggraver.



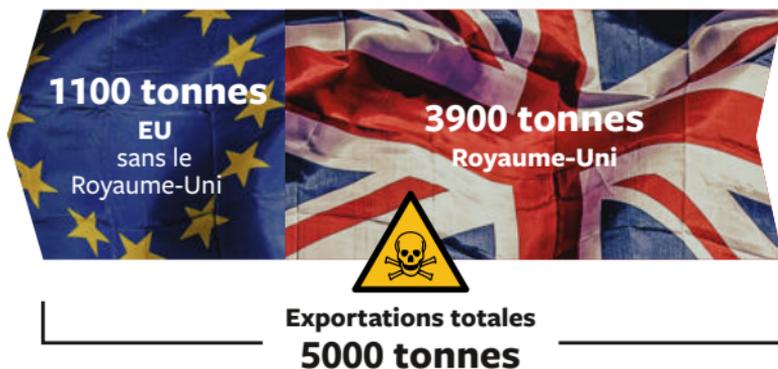
## Bon à savoir

La société allemande **AlzChem** a exporté vers le Mexique, en 2018 - 2019, 700 tonnes de cyanamide hautement dangereux, soupçonné de provoquer le cancer.

Bayer et BASF avaient en stock 7,75 tonnes de pesticides non autorisés qu'ils ont exportées vers le Mexique.



↑ Participation des 4 principaux fabricants de pesticides à la recherche dans le secteur des semences et des pesticides, ainsi qu'à la vente de semences et de pesticides au Mexique.



↑ Exportation de pesticides non autorisés de l'UE vers le Mexique, en tonnes \*, 2018 – 2019

\* Certaines des quantités exportées ont été exprimées en litres. Par simplicité, on a supposé ici que 1 l = 1 kg, car les pesticides sont principalement liquides.

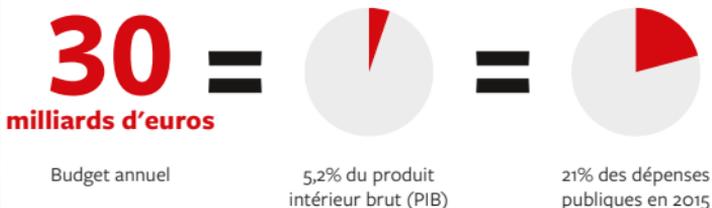
# Vente aux enchères de services publics d'intérêt général

L'Accord révisé UE-Mexique oblige les États membres de l'UE et l'État mexicain, à partir d'une certaine valeur, à permettre l'attribution de marchés publics aussi aux entreprises de leurs partenaires commerciaux. Selon la Commission européenne, **c'est la première fois que le Mexique accorde aux entreprises étrangères l'accès aux marchés publics.** Et cela pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'État mexicain.

## Bon à savoir

Avec cette ouverture, le Mexique réduit ses options d'attribution de marchés publics à des entreprises publiques, municipales ou locales. L'obligation de publier des appels d'offre expose ce domaine important pour l'intérêt général à une logique concurrentielle internationale. Une étude de la Fondation Rosa-Luxembourg et Weed montrait déjà en 2004 que cela encouragerait la privatisation des services publics. Du chômage, une moindre sécurité d'approvisionnement et des charges financières supplémentaires pour l'État ne sont que quelques-unes des conséquences que cette politique entraîne. En outre, dans la procédure d'attribution, l'offre la moins chère est généralement acceptée, ce qui n'est souvent possible que par le biais du dumping social et environnemental.

## Faits clés sur les marchés publics au Mexique



Avec cet Accord, le Mexique accepte de donner aux entreprises européennes accès aux appels d'offres publics pour:

- Les institutions nationales de l'État, par exemple les Ministères d'État
- Les gouvernements et établissements provinciaux, par exemple les universités

À partir des contrats:

- supérieurs à 79 507 dollars pour les biens et services
- De 10,3 millions de dollars pour la construction et des partenariats public-privés \*

**À titre de comparaison :** en 2016, la seule ville de Mexico a attribué pour la construction d'une nouvelle ligne Metrobús un contrat d'une valeur de près de 80 millions de dollars. Ces projets et d'autres bien plus petits pourraient également être attribués sur la base de l'Accord à des investisseurs européens.

Les provinces couvertes ont généré  
**64% du PIB du Mexique**

\* Pour certains secteurs, cette limite peut atteindre de 400000 à 12 millions de dollars américains.

# Droits spéciaux pour les investisseurs

L'Accord révisé contient un chapitre sur l'investissement. Cet accord UE-Mexique est donc le premier du genre avec un État latino-américain à accorder aux entreprises européennes le droit exclusif de poursuivre l'État en justice dans le cadre d'un arbitrage international. Le Mexique est actuellement le sixième pays au monde le plus poursuivi auprès des tribunaux d'arbitrage États - investisseurs, et l'Europe est le continent qui a été le plus poursuivi, avec près des trois quarts de toutes les actions en justice dirigées contre des États membres de l'Union européenne.



## Situation actuelle de la protection des investissements entre l'UE et le Mexique

15 Traités bilatéraux d'investissement (TBI)

Des recours juridiques sont présentés devant les tribunaux d'arbitrage internationaux, tels que le CIRDI de la Banque mondiale.

### **Mexique :**

Neuf recours auprès du CIRDI par des investisseurs européens

**UE :** Deux recours auprès du CIRDI par des investisseurs mexicains

Les personnes touchées par des violations des droits humains ou une contamination environnementale n'ont pas accès à ce droit spécial de réclamation juridique

## Situation des droits spéciaux de réclamation juridique entre l'UE et le Mexique avec l'Accord

Extension des droits de recours juridiques spéciaux aux douze autres États membres de l'UE → Plus difficile de sortir du système

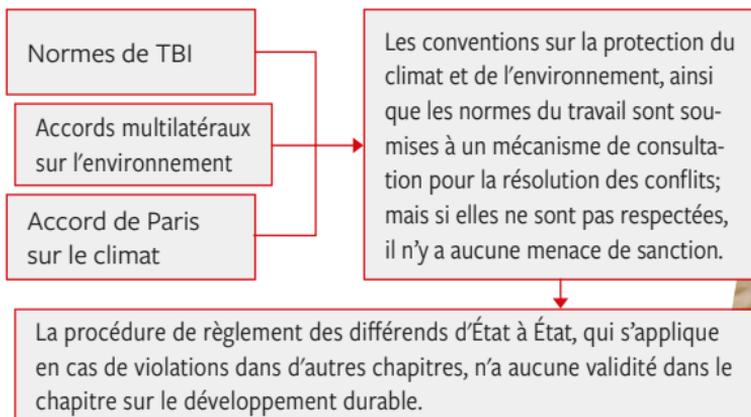
Il est porté devant le Système juridictionnel des investissements (Investment Court System ou ICS, en anglais), ce qui ne change en rien la logique du mécanisme.

La réforme mexicaine de 2014 prévoit l'ouverture du secteur de l'énergie aux investissements étrangers. Cela restreint la liberté d'action de l'État. Si le Mexique mettait en œuvre des réformes, il serait menacé par des poursuites judiciaires.

Les personnes touchées par des violations des droits humains ou une contamination environnementale n'ont pas accès à ce droit spécial de recours juridique.

# Manque de protections pour le climat, l'environnement ou les normes du travail

Comme dans d'autres Accords commerciaux de l'UE, le nouveau chapitre sur la soutenabilité n'est pas soumis à des sanctions tandis que les investisseurs peuvent poursuivre l'État mexicain devant un tribunal arbitral. L'Accord n'offre pas aux États ou aux personnes concernées de possibilités comparables pour engager la responsabilité des investisseurs en cas de violations de la protection de l'environnement, du climat, des droits humains et des normes du travail.



## Bon à savoir

Le chapitre anti-corruption, nouvellement ajouté, est aussi vague dans sa formulation que le chapitre sur le développement durable.

## On l'appelle le « fleuve de la mort »

La rivière Santiago, près de la ville de Guadalajara, est l'une des rivières les plus polluées du Mexique. Sept cents entreprises, y compris européennes et allemandes, ont des usines, établies sur ses rives, qui déversent des eaux résiduaires toxiques. Depuis les années 70, un lien est établi entre la contamination de la rivière et le nombre élevé de personnes souffrant d'insuffisance rénale, de maladies respiratoires et de maladies de la peau. Seulement 20% des eaux résiduaires industrielles sont traitées avant d'être déversées dans la rivière. Entre 2014 et 2019 cette petite partie d'eaux usées qui est traitée a même diminué de 31%.

# Aucune avancée : la clause des droits humains

Dans l'Accord de 2000, il existe déjà une clause relative aux droits humains, dont l'application peut entraîner une suspension totale ou partielle de l'Accord. Cependant, malgré les violations très graves des droits humains, **cette clause n'a encore jamais été appliquée** et, selon la liste des chapitres révisés par la Commission européenne, elle a été exclue de la révision de l'Accord.



GuillermoGphoto / Shutterstock.com

Manifestation pour les 43 étudiants d'Ayotzinapa qui ont été attaqués et enlevés par des unités de police locales en 2014. Depuis lors, ils sont portés disparus.

**2006**

Le président Calderón déclare la guerre aux cartels de la drogue par des moyens militaires.

**2016**

Bilan après 10 ans :

- 150 000 morts
- Plus de 47 000 « disparus » \*
- 98% des crimes restent impunis

\* Entre 2017 et septembre 2020, le nombre de disparus a augmenté de près de deux tiers (67%) et atteint désormais près de 80 000.

Détentions arbitraires, torture, « disparitions » forcées, exécutions extrajudiciaires – les responsables sont, entre autres : les forces de sécurité mexicaines, la police et l'armée.

## Défenseurs de l'environnement en danger

D'après Global Witness, le Mexique est l'un des pays les plus dangereux pour les militants écologistes. Rien qu'en 2019, 18 personnes ont été tuées, entre autres, parce qu'elles se sont battues contre l'exploitation forestière illégale. Cela fait du Mexique le quatrième pays le plus dangereux au monde pour les militants écologistes. L'Accord révisé ne leur fournit pas de mesures renforcées pour la protection de l'environnement, ni de clause améliorée sur les droits humains. Bien au contraire: une libéralisation massive, par exemple dans le secteur agricole, accroît la pression pour étendre les surfaces cultivées, également au détriment des forêts.



## **Pas comme cela !**

La version révisée de l'Accord UE-Mexique n'offre aucun progrès. Au contraire, il encourage la libéralisation et la déréglementation des échanges. La passation des marchés publics doit désormais être ouverte aux investisseurs étrangers, provoquant l'affaiblissement des chaînes locales de création de valeur au Mexique, détruisant la création d'emplois, et favorisant davantage la privatisation. Tandis que les investisseurs étrangers se voient attribuer des droits spéciaux de recours juridiques, les personnes affectées par l'activité des entreprises ne sont même pas prises en compte dans cet Accord. Au lieu de faire de la protection du climat et de l'environnement, ainsi que de la garantie de bonnes conditions de travail, les éléments principaux de l'Accord, elles ne sont mentionnées que dans le chapitre sur le développement durable, mais aucune pénalité n'est envisagée si elles sont bafouées.

**C'est pourquoi cet Accord ne représente pas un commerce moderne et porteur d'une vision pour le futur, mais plutôt la promotion d'un système commercial du siècle dernier.**

### **C'est pourquoi nous exigeons :**

- 1** Que l'Accord ne soit ratifié !
- 2** Que le code du de travail ainsi que les normes environnementales, sociales, de santé et de protection des consommateurs soient améliorés et protégés par une réglementation contraignante, au lieu d'être affaiblis ou détruits !
- 3** Que les services d'intérêt général et à but non lucratif publics soient renforcés au lieu de les affaiblir !
- 4** De promouvoir une agriculture rurale et soutenable, et la souveraineté alimentaire, au lieu de favoriser le génie génétique et l'agriculture industrielle !
- 5** Que les droits spéciaux de recours juridique pour les investisseurs soient abolis !
- 6** De rendre possible le renforcement des marchés régionaux au lieu de poursuivre la mondialisation néolibérale !

# Sources

## Rien que des coûts ...

Mexico's Top Trading partner, Daniel Workman, World Top Exports, 2020,  
<http://www.worldstopexports.com/mexicos-top-import-partners/>

Mexico, OEC, Daten aktualisiert bis 2018, <https://oec.world/en/profile/country/mex/>

Empleo y ocupación, INEGI, März 2020, <https://www.inegi.org.mx/temas/empleo/>

POBREZA EN MÉXICO, CONEVAL, 2018, <https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/PobrezaInicio.aspx>

Menschenrechte auf dem Abstellgleis – Die Neuverhandlung des EU-Handelsabkommens mit Mexiko,  
Thomas Fritz im Auftrag von FDCL, Misereor, Brot für die Welt, Mai 2017,  
<https://www.misereor.de/fileadmin/publikationen/mexiko-eu-handelsabkommen-studie.pdf>

EU-Mexico agreement – Overview: From an existing agreement to a new one, Europäische  
Kommission, April 2018, [https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc\\_156755.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc_156755.pdf)

Looking in the Mexican Mirror – 26 years of free trade: industrial paradise for transnational  
corporations and environmental hell for the people, Mónica Vargas, TNI, June 2020,  
<https://longreads.tni.org/looking-in-the-mexican-mirror>

## Les fausses promesses de libre-échange

Sustainability Impact Assessment in Support of the Negotiations for the Modernization of the Trade  
Pillar of the Global Agreement with Mexico – Final Inception Report, LSE Enterprise Limited,  
November 2017, <http://www.siaeumexico.com/>, S. 32, S. 74

EU and Mexico conclude negotiations for new trade agreement, European Commission, April 2018,  
<https://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=2142>

Erwerbstätige in EU und Euro-Zone bis 2019, statista, 2020, <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/249097/umfrage/erwerbstaetige-in-der-europaeischen-union-eu/>

Número de personas económicamente activas en México entre el primer trimestre de 2016 y el  
primer trimestre de 2019, statista, 2020, <https://es.statista.com/estadisticas/576229/evolucion-de-la-poblacion-economicamente-activa-en-mexico/>

Open Letter regarding the economic impacts of the EU-Mercosur agreement, SzB, November 2020,  
<https://szbnetwork.org/open-letter-sia/>

## La nouveauté de cet Accord

EU-Mexico agreement – Overview: From an existing agreement to a new one, Europäische  
Kommission, April 2018, [https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc\\_156755.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc_156755.pdf)

## Des barrières tarifaires? Abandonnées!

Key features of the EU-Mexico trade agreement, Europäische Kommission, April 2018,  
<http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1831>

# Sources

Sustainability Impact Assessment in Support of the Negotiations for the Modernization of the Trade Pillar of the Global Agreement with Mexico – Final Inception Report, LSE Enterprise Limited, November 2017, <http://www.siaemexico.com/>

20 datos del Presupuesto 2020, ExpansiónPolítica, November 2019, <https://politica.expansion.mx/mexico/2019/11/22/20-datos-del-presupuesto-2020>

## **A propos de l'UPOV91, des pesticides et des profiteurs**

EU Pesticides database, Europäische Kommission, Stand November 2020, <https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-database/public/?event=activesubstance.selection&language=EN>

EU banned pesticide exports dataset 2018-2019, Uneathrd und Public Eye, September 2020, [https://docs.google.com/spreadsheets/d/e/2PACX-1vSbJPEpMfyhuLYNmqqW7RZVCdG6LQgtDNVIZOKJEsV39Kr9Ju\\_3TQTpEtUSmIIPQ3j19KI77B9KWdW7/pubhtml#](https://docs.google.com/spreadsheets/d/e/2PACX-1vSbJPEpMfyhuLYNmqqW7RZVCdG6LQgtDNVIZOKJEsV39Kr9Ju_3TQTpEtUSmIIPQ3j19KI77B9KWdW7/pubhtml#)

Thousands of tonnes of banned pesticides shipped to poorer countries from British and European factories, Uneathrd und Public Eye, September 2020, <https://uneearthed.greenpeace.org/2020/09/10/banned-pesticides-eu-export-poor-countries/>

Ante la fusión Bayer-Monsanto, defendemos el derecho de los campesinos y las campesinas a producir de manera agroecológica, Ecoportal, Juli 2018, <https://www.ecoportal.net/paises/ante-la-fusion-bayer-monsanto-defendemos-el-derecho-de-los-campesinos-y-las-campesinas-a-producir-de-manera-agroecologica/>

Gefährliche Pestizide von Bayer und BASF - ein globales Geschäft mit Doppelstandards, Inkota, Rosa Luxemburg Stiftung, Misereor, Campanha Permanente Contra os Agrotóxicos e Pela Veda, Khanyisa, April 2020, <https://webshop.inkota.de/node/1605>

## **Vente aux enchères de services publics d'intérêt général**

EU and Mexico finalise procurement talks, pave way for revamped trade agreement, Iana Dreyer, Borderlex, April 2020, <https://borderlex.eu/2020/04/28/eu-and-mexico-finalise-procurement-talks-pave-way-for-revamped-trade-agreement/>

EU-Mexico agreement – Overview: From an existing agreement to a new one, Europäische Kommission, April 2018, [https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc\\_156755.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc_156755.pdf), S. 9

Public Procurement Chapter of the EU-Mexico Agreement – Coverage of Mexico – Central Government Entities, Europäische Kommission, April 2018, [https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc\\_156817.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc_156817.pdf)

Metrobús. Inicia la obra en Reforma, El Universal, 18.10.2016, <https://www.eluniversal.com.mx/articulo/metropoli/cdmx/2016/10/18/metrobus-inicia-la-obra-en-reforma>

Öffentliche Dienstleistungen unter Privatisierungsdruck - Folgen von Privatisierung und Liberalisierung öffentlicher Dienstleistungen in Europa, Barbara Dickhaus und Kristina Dietz, Rosa Luxemburg Stiftung, weed, November 2004, [https://www.rosalux.de/fileadmin/rls\\_uploads/pdfs/Policy\\_Paper/Studie\\_Privatisierung\\_EU-final\\_version.pdf](https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Policy_Paper/Studie_Privatisierung_EU-final_version.pdf)

# Sources

## Droits spéciaux pour les investisseurs

International Investment Agreements Navigator - Mexico, Investment Policy Hub, UNCTAD, Stand November 2020, <https://investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/countries/136/mexico>

EU-Mexico agreement – Overview: From an existing agreement to a new one, Europäische Kommission, April 2018, [https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc\\_156755.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc_156755.pdf)

Investment Dispute Settlement Navigator, Investment Policy Hub, UNCTAD, Stand November 2020 <https://investmentpolicy.unctad.org/investment-dispute-settlement/advanced-search>

México profundiza derechos a los inversores extranjeros a pesar del alto número de demandas, Transnational Institute, Mai 2020, <https://tisi.americalatina.org/mexico/>

Unmasked: Corporate rights in the renewed Mexico-EU FTA, Cecilia Olivet, Manuel Pérez-Rocha, Transnational Institute und Institute for Policy Studies, Juni 2016, <https://www.tni.org/en/publication/unmasked-corporate-rights-in-the-renewed-mexico-eu-fta>

## Manque de protections pour le climat, l'environnement ou les normes du travail

EU-Mexico Agreement: Provisions on Anti-corruption in the context of the Modernisation of the EU-Mexico Association Agreement, Europäische Kommission April 2018, [https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc\\_156826.%20Anti-corruption%20-%20Agreement%20in%20Principle%20REV.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc_156826.%20Anti-corruption%20-%20Agreement%20in%20Principle%20REV.pdf)

EU-Mexico Agreement: TRADE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT, Europäische Kommission, April 2018, [https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc\\_156822.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/april/tradoc_156822.pdf)

Social reproduction, ecological dispossession and dependency: life beside the río santiago in mexico. GREENE, Joshua, MORVANT-ROUX, Solène ,Development and Change, 2020, p. 1-30, <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:145540>

## Aucune avancée : la clause des droits humains

New EU-Mexico agreement: The Agreement in Principle and its texts, Europäische Kommission, Mai 2020, <https://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1833>

Defending Tomorrow, Global Witness, Juli 2020, <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/defending-tomorrow/>

Menschenrechte auf dem Abstellgleis - Die Neuverhandlung des EU-Handelsabkommens mit Mexiko, Thomas Fritz im Auftrag von FDCL, Misereor, Brot für die Welt, Mai 2017, <https://www.misereor.de/fileadmin/publikationen/mexiko-eu-handelsabkommen-studie.pdf>

Búsqueda e Identificación de Personas Desaparecidas, Gobierno de México, September 2020, [https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/586166/B\\_squeda\\_e\\_Identificaci\\_n\\_7\\_de\\_Octubre\\_2020.pdf](https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/586166/B_squeda_e_Identificaci_n_7_de_Octubre_2020.pdf)

# PowerShift

PowerShift – Association pour une économie mondiale juste et écologique. Nous utilisons notre expérience dans le commerce, matières premières et politique climatique: grâce à des recherches approfondies, nous examinons les processus politiques, nous identifions les problèmes d'un système économique mondial injuste et nous élaborons des plans d'action alternative.

Pour atteindre nos objectifs, nous formulons des revendications politiques, nous réalisons un travail d'information et d'éducation et forgeons des alliances solides avec d'autres organisations, mouvements sociaux et citoyens avec lesquels nous coopérons!

Si vous souhaitez vous tenir au courant de notre travail, abonnez-vous à notre newsletter:

[power-shift.de/newsletter-bestellen/](https://power-shift.de/newsletter-bestellen/)





## Vous découvrirez dans cette édition :

- ★ Un pays où la population, 20 ans après la mise en œuvre de l'accord de libre-échange avec l'UE, continue de vivre dans la pauvreté.
- ★ Destination habituelle des produits européens qui détruisent l'économie mexicaine.
- ★ Fleuves pollués, personnes disparues et investisseurs européens qui se réjouissent déjà du prochain accord.
- ★ Et beaucoup plus ...

En collaboration avec...

